



La prise en compte de la diversité linguistique en contexte scolaire africain

Extraits des réflexions du bureau international d'éducation (UNESCO, 2022)

MARIE-EVE CARTON-DELCOURT

Récemment, la Belgique, et plus particulièrement la Flandre, a vivement réagi à l'anglicisation de ses universités. En parallèle, d'autres espaces géographiques vibrent aussi au rythme des questions d'unilinguisme et de plurilinguisme. En Afrique, où l'on distingue 2000 à 3000 dialectes et langues, les États éprouvent des difficultés à tenir compte de la diversité linguistique des apprenants dans un contexte de généralisation et de massification du modèle scolaire sur l'ensemble du continent.

Le Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE) estime qu'actuellement, en Afrique, huit enfants sur dix commencent leur scolarité dans une langue qui n'est pas celle parlée avant l'âge de six ans. Or, l'exclusion de la langue maternelle amoindrit la qualité de l'enseignement et diminue sa pertinence. Cet article se propose d'éclairer ce contexte singulier.

Premièrement, l'héritage colonial et les défis des états nouvellement indépendants ont introduit un réflexe de hiérarchisation des langues, et donc des cultures. Aux lendemains de l'indépendance, les gouvernements ont priorisé l'unité du pays ainsi que leur positionnement sur la scène internationale. Actuellement, les langues officielles d'enseignement sont le plus souvent, fatalement, les langues des anciens colons. Si elles gardent tout leur intérêt, il s'agit aussi d'un déchirement culturel et spirituel pour les jeunes scolarisés

dans une langue qu'ils découvrent pour la première fois sur les bancs de l'école. Deuxièmement, nous avons expérimenté, en Europe, les défis que présente la standardisation d'un idiome local : coûts financiers et humains, lenteur du processus, bénéfices à long terme seulement, etc. Or, cette étape essentielle à la légitimité des langues locales s'avère encore plus urgente pour le continent africain qui dispose de moyens limités et est caractérisé par une grande instabilité.

Troisièmement, on observe en Afrique une absence de consensus autour d'une ou plusieurs langues autochtones d'instruction, tant au niveau politique que social. L'anglais ou le français, à contrario, sont symboles d'ascension sociale et de pouvoir économique et politique. Évident, alors, de former la future génération dans l'une de ces langues. De plus, les organisations internationales sur place y trouvent également

un intérêt pragmatique et ont dès lors favorisé une stagnation dans l'examen de cette question.

Selon l'UNESCO, les populations locales n'ont pas à redouter la disparition de leur identité par un appauvrissement des dialectes locaux : ceux-ci sont encore largement usités dans la sphère privée et dans les productions culturelles.

Pour promouvoir, en contexte scolaire, la langue maternelle des enfants, le BIE accompagne les pays africains dans l'élaboration de programmes et la mise en œuvre de stratégies pédagogiques permettant un ancrage linguistique et culturel des diversités locales présentes sur tout le continent. In fine, c'est la production de données probantes qui est poursuivie par l'organe de l'UNESCO, afin d'encourager une valorisation, en contexte scolaire, de la langue maternelle des enfants et tendre ainsi à plus d'égalité à l'école. ■